

voyaient la solution au problème de la vulnérabilité des missiles intercontinentaux. Ainsi, même si elle insistait toujours autant sur la vérification, la réponse de Washington offrait la possibilité d'un compromis sur les missiles intercontinentaux mobiles.

Reykjavik

Il faut analyser les discussions de Reykjavik avec force précautions en raison des ambiguïtés qui perdurent concernant la nature précise des propositions formulées. Dans le cas des forces stratégiques, toutefois, l'attention s'est tout d'abord portée sur un accord tendant à réduire toutes les forces stratégiques d'environ 50 p. 100 sur une période de cinq ans, pour aboutir de part et d'autre à un maximum de 1 600 lanceurs et de 6 000 ogives. Les déclarations soviétiques relèvent que M. Gorbatchev avait proposé une réduction globale des forces, "étant entendu qu'il serait tenu compte des éléments à caractère historique des forces stratégiques". Du côté américain, les communiqués faisaient valoir la nécessité d'une limite numérique spécifique pour les ICBM soviétiques.

Dès lors sont apparues d'importantes divergences. Les porte-parole américains affirment que, durant la seconde phase de cinq ans, les réductions à zéro ne s'appliqueraient plus qu'aux missiles balistiques. Mais les Soviétiques, s'appuyant sur des transcriptions diffusées de conversations pendant lesquelles le président Reagan parle des "armes nucléaires", soutiennent au contraire qu'on s'était entendu pour liquider tous les vecteurs nucléaires stratégiques pendant la seconde phase. Les bilans dressés après le sommet de Reykjavik montrent que les discussions, à mesure qu'on essayait de développer le sujet, se plaçaient sous le signe de la confusion et, du côté américain, sous celui de l'improvisation. D'ailleurs, comme des observateurs l'ont fait remarquer par la suite, la proposition portant sur l'élimination de tous les missiles balistiques dans une période de dix ans n'avait été approuvée ni par les alliés de l'OTAN, ni même par le Comité mixte des Chefs d'état-major (JCS). Depuis, les Américains ont discrètement retiré cette proposition de l'ordre du jour.

Mais à Reykjavik, comme nous le verrons plus loin, l'élimination des armes nucléaires et, plus particulièrement, la liquidation des missiles balistiques, a été liée au respect formel du traité ABM pendant dix ans.

LES FORCES NUCLÉAIRES INTERMÉDIAIRES (INF)

Nous avons déjà mentionné que dans le cadre des pourparlers ayant mené au traité SALT I, les Soviétiques voulaient inclure, dans le calcul des équilibres "stratégiques", tous les systèmes capables de frapper des objectifs sur le territoire de l'adversaire. Par là, ils entendaient plus précisément les bombardiers et les appareils embarqués américains à capacité nucléaire déployés en Europe et à proximité de celle-ci, les sous-marins américains patrouillant dans les eaux européennes et, enfin, les forces

de frappe britanniques et françaises. Hostiles à cette interprétation, les États-Unis ont pu rallier les Soviétiques à leur propre vue : seuls seraient définis comme "stratégiques" les missiles intercontinentaux ayant une portée supérieure à 5 500 kilomètres. La question des missiles et bombardiers à portée intermédiaire, désormais exclue des négociations stratégiques, serait mise de côté en attendant la troisième étape des négociations SALT.

On était sans doute nombreux à regretter cet ajournement en 1977 au sein de l'Alliance occidentale lorsque les Soviétiques se sont mis à remplacer leurs SS-4 et SS-5 par un nouveau missile, le SS-20. Les SS-4 et SS-5 sont des engins déjà vétustes, peu mobiles et très vulnérables, et vu leur portée maximale de 2 000 kilomètres ils ne menacent que certaines régions de l'Allemagne de l'Ouest. Mais le SS-20, engin mobile ayant une portée de 5 000 kilomètres, est une arme de qualité supérieure pouvant atteindre des cibles sur la quasi-totalité du territoire européen. Par suite de son déploiement, les principaux membre européens de l'OTAN conclurent que l'équilibre des forces stratégiques en Europe était gravement compromis, d'où la décision de déployer les missiles de croisière et Pershing II, à moins qu'on pût amener les Soviétiques à démanteler les SS-20, SS-4 et SS-5. C'est cette position, connue sous le nom d'"Option zéro", que le président Reagan proposa en novembre 1981.

Tableau 2
Missiles à portée intermédiaire* faisant l'objet de discussions à Genève

Union soviétique	Missiles	Portée (km)	Ogives	Total des ogives
SS-20 (Europe)	243**	5 000	3	729
SS-20 (Asie)	171	5 000	3	513
SS-4	112	2 000	1	112
États-Unis				
GLCM	52	2 500	4	208
Pershing II	108	1 800	1	108

* Le tableau ne fait pas état des avions, des missiles américains lancés par sous-marins ni des forces de frappe britanniques et françaises, qui restent tous en marge des propositions respectives. Ne figurent pas non plus les missiles comme le SS-22, le SS-23 et le Pershing I, dont la portée est inférieure à 1 000 kilomètres.

** Les États-Unis prétendent que l'URSS en a 270. La différence est attribuable au fait que des missiles retirés du service n'auraient pas été détruits.

Lorsque les négociateurs soviétiques et américains se sont enfin réunis à Genève, en 1981 et en 1982, de nombreuses divergences sont apparues au sujet des systèmes nucléaires à inclure dans le cadre des négociations. On procéda à un échange de propositions et de contre-propositions, dont celle de la fameuse "promenade dans les bois", au cours de laquelle les